



Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 18 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/7-A/2
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays — Eswatini (2020-2024)

Durée	1 ^{er} janvier 2020-31 décembre 2024
Coût total pour le PAM	26 284 469 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

L'Eswatini est un pays enclavé à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui compte 1,1 million d'habitants. Il occupe le 144^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain de 2017 et, avec un indice d'inégalité de genre de 0,569, il se classe au 141^{ème} rang sur 160 pays évalués.

Avec 26 pour cent de la population adulte infectée, l'Eswatini est le pays qui présente le plus fort taux de prévalence du VIH au monde. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, 35 pour cent d'entre elles vivant avec le VIH, contre 19 pour cent des hommes. Plus de 46 pour cent de la population a moins de 20 ans¹ et 58 pour cent des enfants de moins de 17 ans sont orphelins et vulnérables du fait du sida².

¹ Bureau central de la statistique de l'Eswatini. *2017 Population and Housing Census, Preliminary Results*. (Non disponible en ligne.)

² Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). 2018. *Eswatini HIV Estimates and Projections Report*.

Coordonnatrices responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

Mme C. Byenkya
Responsable du bureau de pays
courriel: cissy.byenkya@wfp.org

La proportion des personnes vivant dans la pauvreté reste très élevée, même si son niveau a fortement reculé, passant de 63 pour cent en 2010 à 58,9 pour cent en 2018. Malgré un produit intérieur brut élevé de 3 850 dollars par habitant, l'Eswatini, avec un coefficient de Gini de 51,5³, se place au dixième rang des pays où les inégalités de revenus sont les plus fortes dans le monde. Soixante-dix pour cent de la population rurale vit en dessous du seuil national de pauvreté, et l'on estime à 25 pour cent la proportion de personnes extrêmement pauvres⁴. Compte tenu des inégalités structurelles, les ménages dirigés par une femme risquent davantage d'être pauvres et ont un accès restreint aux actifs productifs⁵, aux possibilités d'emploi, à l'éducation et aux services de santé.

Le niveau de la faim en Eswatini est considéré comme étant "grave" selon l'indice de la faim dans le monde 2018, avec un score de 22,5. De plus, les analyses annuelles de la vulnérabilité font ressortir qu'en moyenne 35 451 ménages très pauvres et pauvres se sont trouvés en situation d'insécurité alimentaire au cours des 10 dernières années; un nombre analogue de ménages (35 349) ont été recensés comme "extrêmement pauvres" dans une évaluation quantitative d'assistance sociale.

La Stratégie nationale pour un développement durable et une croissance inclusive à l'horizon 2030 et la Feuille de route stratégique pour 2019–2022, qui guident le développement et le redressement économique de l'Eswatini, reconnaissent les dimensions essentielles du développement humain, notamment la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, l'équité entre les sexes et l'intégration sociale. Les secteurs prioritaires comprennent l'agriculture, la transformation des produits agricoles, l'assistance sociale et la préparation aux catastrophes et les interventions en cas d'urgence.

L'examen stratégique Faim zéro de l'Eswatini fait ressortir que la pauvreté est étroitement associée à la faim et aux inégalités entre les sexes. Les déficiences en ce qui concerne l'application des politiques, les cadres juridiques et l'affectation des ressources nuisent à l'efficacité des programmes de protection sociale et, partant, de la lutte contre la faim et le VIH, et de la promotion de l'autonomisation des femmes. Le manque de capacités compromet l'élaboration et la mise en œuvre des programmes ainsi que la gestion des connaissances, tandis que le manque de coordination institutionnelle se traduit par un chevauchement des activités et gêne le développement de complémentarités dans la mise en œuvre des politiques.

Le présent plan stratégique de pays est conforme aux priorités du Gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accent étant mis sur les actions contribuant à transformer les relations entre les sexes et tenant compte du VIH. Il repose sur trois piliers avec les effets directs suivants:

- *Effet direct stratégique 1:* Les personnes vulnérables vivant dans des zones touchées par un choc parviennent à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2024, les petits exploitants, notamment les femmes, disposent de capacités renforcées pour approvisionner les marchés structurés en aliments nutritifs.

³ Banque mondiale. *Données: Eswatini: indice de Gini.*

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=SZ>.

⁴ Bureau central de la statistique de l'Eswatini. 2018. *2016/2017 Eswatini Household Income and Expenditure Survey (EHIES): Key findings report.*

⁵ Selon le rapport d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité publié en juillet 2018 par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini, 51 pour cent des ménages dirigés par une femme ont accès aux terres arables, contre 57 pour cent de ceux qui sont dirigés par un homme.

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/Eswatini_VAC_Annual_Assessment_Report2018.pdf.

- *Effet direct stratégique 3*: D'ici à 2030, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescentes et les personnes vivant avec le VIH, ont accès à des systèmes de protection sociale équitables, intégrés et réactifs face aux chocs.

Le PAM continuera de se recentrer sur les politiques et programmes nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, auxquels il apportera une assistance technique, des services et un appui à la coordination au moyen d'approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes qui permettent de progresser dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. Les programmes tenant compte de la nutrition guideront les différentes interventions du portefeuille d'activités du plan stratégique de pays. Des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information sans risque, accessibles et réactifs feront partie intégrante du plan stratégique de pays. L'importance accordée à l'assistance technique et au renforcement des capacités témoigne des efforts déployés en vue de produire des données probantes et de faciliter la transition vers une prise en charge progressive et durable des programmes par les pouvoirs publics.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Eswatini (2020–2024) (WFP/EB.2/2019/7-A/2) pour un coût total pour le PAM de 26 284 469 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Eswatini est un pays enclavé à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui compte 1,1 million d'habitants⁶. Il occupe le 144^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain⁷ et le 141^{ème} rang sur 160 pays évalués, avec un indice d'inégalité de genre de 0,569⁸.
2. Malgré les progrès considérables accomplis par l'Eswatini dans le domaine du traitement du VIH, comme la couverture de la thérapie antirétrovirale de 82 pour cent et une réduction importante de la transmission de la mère à l'enfant⁹, le pays enregistre toujours la prévalence du VIH la plus élevée au monde, avec 26 pour cent de la population adulte infectée¹⁰. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, 35 pour cent d'entre elles vivant avec le VIH, contre 19 pour cent des hommes¹¹. Environ 59 pour cent des orphelins dans le pays ont perdu leurs parents à la suite de décès liés au VIH et au sida¹².
3. Des disparités structurelles généralisées ont entraîné des inégalités entre les sexes qui désavantagent les femmes, et le double système juridique du pays, qui repose sur un cadre constitutionnel et juridique et le droit traditionnel et coutumier, n'offre aux femmes et aux filles que peu de protection. En témoigne l'accès limité des femmes aux débouchés économiques, aux actifs productifs, aux chaînes de valeur agricoles ainsi qu'à l'éducation et aux soins de santé^{13, 14}. Plus de 25 pour cent des femmes de 25 ans et plus, et 50 pour cent des femmes de 15 à 24 ans sont sans emploi¹⁵. Les ménages dirigés par une femme, les enfants et les personnes âgées sont touchés de manière disproportionnée par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la maladie.
4. L'Eswatini est un pays à déficit vivrier. La moitié seulement des besoins céréaliers nationaux sont couverts par les disponibilités locales du fait de la faiblesse des rendements qui ne dépassent pas 1,5 tonne par hectare, par rapport aux 4 à 6 tonnes par hectare attendus normalement¹⁶. La production est limitée par les sécheresses fréquentes, les techniques agricoles inappropriées, le manque d'investissement dans les intrants et le matériel, et les obstacles d'ordre structurel qui empêchent l'accès aux marchés formels. Les pertes alimentaires sont élevées (30 pour cent en moyenne) en raison du gaspillage matériel et financier tout au long des chaînes de valeur, et les prévisions relatives au changement

⁶ Bureau central de la statistique de l'Eswatini. 2017. *2017 Population and Housing Census: Preliminary Results*. (Non disponible en ligne.)

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Indices et indicateurs de développement humain. 2018 Mise à jour statistique*. http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf.

⁸ PNUD. Gender Inequality Index. <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

⁹ Conseil national d'action d'urgence contre le VIH/sida et ONUSIDA. 2018. *Eswatini HIV Estimates and Projections Report*. (Non disponible en ligne.)

¹⁰ Plan d'urgence du Président des États-Unis d'Amérique de lutte contre le sida. 2018. *Swaziland Country Operational Plan 2018. Strategic Direction Summary*. <https://www.pepfar.gov/documents/organization/285864.pdf>.

¹¹ Conseil national d'action d'urgence contre le VIH/sida et ONUSIDA. 2018. *Eswatini HIV Estimates and Projections Report*. (Non disponible en ligne.)

¹² *Ibid.*

¹³ Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini. 2018. *Annual Vulnerability Assessment and Analysis Report 2018*. http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/Eswatini_VAC_Annual_Assessment_Report2018.pdf.

¹⁴ Selon le rapport d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité publié en juillet 2018 par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini, 51 pour cent des ménages dirigés par une femme ont accès aux terres arables, contre 57 pour cent de ceux qui sont dirigés par un homme.

¹⁵ Organisation internationale du Travail. *ILOSTAT: Country Profiles*. <https://ilostat ilo.org/data/country-profiles/>.

¹⁶ PAM. 2018. *Eswatini zero hunger strategic review*. (Non encore disponible en ligne.)

- climatique laissent penser que l'irrégularité des précipitations pendant les campagnes agricoles ira en s'accroissant¹⁷.
5. La petite agriculture demeure le principal moyen d'existence en milieu rural en Eswatini, et plus de 70 pour cent de la population du pays, dont 60 pour cent sont des femmes, dépendent de l'agriculture de subsistance. Malgré le rôle prépondérant joué par les femmes dans le système alimentaire, elles n'ont qu'un accès limité aux bénéfices retirés de la production ainsi qu'à leur contrôle. Les pratiques coutumières limitent leur accès à la terre, aux services de vulgarisation agricole, au crédit, aux infrastructures, à la technologie et aux marchés, qui sont essentiels pour améliorer la productivité et les moyens d'existence. La majorité des petits agriculteurs s'appuient sur des pratiques de culture à forte intensité de main-d'œuvre, qui entraînent des coûts d'opportunité élevés qui désavantagent les femmes dans le secteur agricole.
 6. La prévalence de l'insécurité alimentaire est le résultat des niveaux élevés de pauvreté dans le pays et met les personnes les plus pauvres en situation de vulnérabilité chronique. Les faibles revenus des ménages, conjugués à des prix alimentaires élevés, rendent difficile l'accès à la nourriture pour ces personnes. Les analyses de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire montrent que 25 pour cent de la population est extrêmement pauvre et a été victime de l'insécurité alimentaire au cours des 10 dernières années¹⁸. Selon les estimations, 14 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire en 2018, ce qui représente une baisse de 23 pour cent par rapport à 2017¹⁹. La pauvreté et l'insécurité alimentaire ont été liées à une augmentation du risque d'infection au VIH, à une diminution de l'adhérence au traitement antirétroviral et à des taux élevés de malnutrition. Les femmes et les adolescentes en situation d'insécurité alimentaire sont davantage portées à recourir à des mécanismes de survie préjudiciables, comme des pratiques sexuelles à haut risque, que celles qui sont en situation de sécurité alimentaire²⁰.
 7. Le VIH et le sida ont déstabilisé les familles et les systèmes d'appui communautaires, comme le met en évidence la hausse considérable du nombre d'enfants vulnérables et de ménages dirigés par des enfants et des personnes âgées. Selon les estimations nationales, il y a actuellement 90 127 orphelins et enfants vulnérables en Eswatini²¹. Ils sont infectés par le VIH ou subissent les effets négatifs de l'épidémie, et les personnes qui s'occupent d'eux sont souvent en mauvaise santé et ont des difficultés économiques, ce qui fait que ce sont les membres plus âgés de la famille, la communauté ou le Gouvernement qui assurent le soutien et la protection dont ils ont besoin. La répartition traditionnelle des rôles entre les sexes impose aux femmes et aux filles le double fardeau du travail domestique, y compris les soins aux membres malades de la famille et le maintien de la productivité agricole, souvent au détriment de leur éducation.
 8. Les femmes sont sous-représentées aux postes de responsabilités et de prise de décisions dans les secteurs public et privé. Seulement 6 pour cent des parlementaires sont des femmes, ce qui peut expliquer pourquoi le cadre législatif de l'Eswatini est déficient en termes d'inclusion, de prestation de services, de ressources, d'engagement et de reddition

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Données issues des rapports du Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini pour la période 2009–2018, et de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de 2017.

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/Eswatini_VAC_Annual_Assessment_Report2018.pdf.

¹⁹ Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini. *Annual Vulnerability Assessment and Analysis Report 2018*.

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/Eswatini_VAC_Annual_Assessment_Report2018.pdf.

²⁰ Rebecca Fielding-Miller *et al.* 2014. "There is Hunger in my Community": A qualitative study of food security as a cyclical force in sex work in Swaziland. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/24460989>.

²¹ Conseil national d'action d'urgence contre le VIH/sida et ONUSIDA. 2018. *Eswatini HIV Estimates and Projections Report*. (Non encore disponible en ligne.)

des comptes. La violence sexiste, les abus sexuels, les pratiques et les comportements sexuels discriminatoires touchent une femme ou une fille sur trois; près de la moitié des femmes et des filles disent avoir été victimes d'agression sexuelle avant l'âge de 18 ans, et près de la moitié de l'ensemble des femmes disent avoir subi une forme ou une autre de violence sexuelle au cours de leur vie²². Une loi sur les délits sexuels et la violence domestique a été promulguée en juillet 2018 afin d'offrir aux femmes et aux filles une protection juridique contre la violence domestique ou sexuelle; toutefois, elle coexiste avec les règles traditionnelles et le droit coutumier, qui constituent un obstacle à la réalisation de l'égalité des sexes.

9. La Constitution de l'Eswatini pose de solides fondements pour améliorer le bien-être des personnes pauvres et vulnérables²³. La ratification de plusieurs instruments internationaux relatifs à la protection sociale témoigne de la volonté politique du Gouvernement. Celui-ci consacre l'équivalent de 2,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB) à la protection sociale, y compris des subventions monétaires aux groupes vulnérables, des repas scolaires, la gratuité de l'enseignement primaire et des services de santé de base. Selon une étude de 2012 de la Banque mondiale²⁴, les systèmes d'aide sociale en Eswatini sont embryonnaires et l'harmonisation entre les programmes et les systèmes administratifs laisse à désirer. L'institutionnalisation de dispositifs en matière de reddition des comptes et l'intégration des programmes, en même temps que la transition des processus administratifs manuels à des processus électroniques, pourraient collectivement contribuer à l'efficacité et à l'efficacité des filets de sécurité sociale.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

10. La stratégie nationale pour un développement durable et une croissance inclusive à l'horizon 2030 reflète l'engagement pris par le Gouvernement d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2.
11. *Accès à l'alimentation (cible 1 de l'ODD 2)*. L'insécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres, et des femmes en particulier, est liée à la pauvreté, au manque de terres disponibles et de pouvoir décisionnel, à l'ampleur des conséquences du VIH/sida et aux chocs climatiques croissants. Les causes de l'insécurité alimentaire sont une forte dépendance vis-à-vis des cultures pluviales, la faible productivité et l'insuffisance des revenus de l'agriculture, la mauvaise intégration des marchés, l'existence de monopoles²⁵ et les prix élevés des denrées alimentaires et des intrants agricoles²⁶.
12. Selon une estimation de 2018, plus de 25 pour cent des ménages ne consomment pas d'aliments riches en protéines, 50 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en fer et 22 pour cent consacrent plus de 75 pour cent de leurs revenus à l'alimentation²⁷. Les régions

²² Swaziland Action Group Against Abuse. <http://www.swagaa.org.sz/gender-based-violence/>.

²³ Les populations vulnérables comprennent les femmes et les filles, y compris les adolescentes, les enfants orphelins, les ménages dirigés par un enfant, les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose et les personnes âgées en raison des désavantages législatifs et économiques qu'entraînent la pauvreté, les inégalités entre les sexes et le VIH.

²⁴ Banque mondiale. 2012. *Swaziland Using Public Transfers to Reduce Extreme Poverty*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/461681468118484258/pdf/739730REPLACEM00Box374301B00PUBLIC0.pdf>.

²⁵ Selon le *Swaziland Market Assessment Report* de 2016 publié par le Ministère de l'agriculture, le prix de la farine de maïs, l'aliment de base, était en moyenne 25 pour cent plus élevé que le prix régional moyen en septembre 2016, en raison de la réglementation excessive et de l'inefficacité du marché du maïs en grains sous le contrôle monopolistique de la Corporation nationale du maïs. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp290133.pdf>.

²⁶ FAO et PAM. 2015. *Rapport spécial: Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire au Swaziland*. <http://www.fao.org/3/a-i4797f.pdf>.

²⁷ *Ibid.*

de Lubombo et de Shiselweni sont les plus touchées et comptent une grande partie des ménages pauvres et extrêmement pauvres, la productivité y est faible en raison des périodes de sécheresse récurrentes et les prix alimentaires y sont relativement élevés²⁸. On estime que 14 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2018²⁹.

13. *Mettre fin à la malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. La malnutrition chronique touche 26 pour cent des enfants de moins de 5 ans, une situation de "gravité moyenne" selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les causes du retard de croissance sont nombreuses; elles concernent la santé maternelle et infantile, la consommation de vitamine A, l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, l'eau, l'assainissement, les pratiques et les conditions d'hygiène, l'accès à des aliments nutritifs et la pauvreté. Environ 42 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de carences en fer, et 40 pour cent des filles et des femmes enceintes souffrent d'anémie. Chez les enfants de moins de 5 ans, le taux d'émaciation est de 2 pour cent et le taux d'insuffisance pondérale est de 5,8 pour cent. Le régime alimentaire d'environ un tiers des enfants de 6 à 23 mois n'a pas la diversité minimale recommandée³⁰, et, dans 78 pour cent des ménages, la diversité alimentaire est faible à modérée. Les pertes économiques dues à la faim sont estimées à 3,1 pour cent du PIB³¹.
14. *Productivité et revenus des petits exploitants (cible 3 de l'ODD 2)*. Les pertes après récolte sont estimées à 30 pour cent de l'ensemble de la production alimentaire³²; en outre, l'inefficacité des chaînes d'approvisionnement renchérit les coûts, ce qui décourage les petits exploitants de produire davantage. Aussi, bien que l'agriculture constitue une source importante de nourriture pour les ménages ruraux pauvres, ils sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins alimentaires par leur propre production. Les répercussions croissantes des changements climatiques ont une incidence disproportionnée sur la capacité de production des femmes parce qu'elles ont moins accès aux ressources agricoles, notamment la terre, les services de vulgarisation et les intrants, qui permettent de s'adapter à la variabilité et au changement. La capacité d'adaptation des femmes est également inhibée par des normes sociales sexistes.
15. Les femmes constituant un pourcentage élevé des producteurs, elles pourraient jouer un rôle essentiel dans la réduction des pertes alimentaires aux étapes de la production, de l'après-récolte et de la transformation si les nombreux obstacles auxquels elles se heurtent ne les en empêchaient. Il s'agit notamment de l'absence de connaissance des normes à respecter pour mettre des produits sur les marchés, de l'accès limité aux outils nécessaires pour une transformation et un entreposage efficaces, et de l'exclusion des associations de producteurs par l'intermédiaire desquelles les produits sont entreposés.
16. Le régime foncier est un frein à la diversification de la production vivrière et aux investissements dans les infrastructures agricoles puisque la plupart des petits exploitants n'ont accès qu'à des terres appartenant à la nation, attribuées par des chefs tribaux conformément au droit national et aux coutumes traditionnelles. Des pratiques coutumières discriminatoires fondées sur le sexe et le mariage limitent le droit des femmes à posséder de la terre et des biens personnels. Selon le droit national et les coutumes

²⁸ Données issues des rapports du Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini pour la période 2009–2018, et de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de 2017.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ Gouvernement de l'Eswatini et autres. 2013. *The Cost of Hunger in Swaziland: Implications of Child Undernutrition for the Implementation of the National Poverty Reduction Strategy in Swaziland: The Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Swaziland*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/swaziland_report_16_july_1%20%281%29.pdf.

³² Swaziland National Agricultural Investment Plan (SNAIP), avril 2015. (Non encore disponible en ligne.)

traditionnelles, les femmes ne peuvent accéder à la terre que par leur mari ou tout autre membre de leur famille de sexe masculin. La limitation des droits fonciers des femmes – les principaux producteurs agricoles – constitue un frein supplémentaire à la sécurité alimentaire.

17. *Systèmes alimentaires durables (cible 4 de l'ODD 2)*. Selon les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro, les systèmes d'approvisionnement alimentaire doivent faire face à des insuffisances structurelles persistantes qui rendent toute amélioration difficile et nuisent à la durabilité. En outre, des facteurs environnementaux tels que les chocs climatiques et la dégradation des sols menacent les systèmes alimentaires déjà en place. La National Maize Corporation est la seule entité habilitée à intervenir sur les marchés locaux formels et à gérer les importations de produits de base pour répondre à la demande interne. Son monopole sur le marché de céréales a une incidence négative sur les petits producteurs, qui n'ont guère d'autres débouchés. Pour surmonter ces obstacles persistants, il est nécessaire d'investir pour améliorer les pratiques agricoles, les systèmes d'irrigation, la gestion des ressources naturelles, l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et la recherche connexe. Une assistance technique et des financements sont indispensables pour encourager la diversification des cultures, la production de maïs, la transformation des produits agricoles, l'entreposage des céréales, la constitution de réserves alimentaires stratégiques et d'autres activités génératrices de revenus pour les petits exploitants.

Contexte macroéconomique

18. Bien qu'il soit classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et qu'il ambitionne de devenir un pays du monde développé d'ici à 2022³³, l'Eswatini doit faire face à d'énormes problèmes structurels, et les efforts consentis pour stimuler la croissance et favoriser la transformation sociale et économique n'ont eu que des résultats mitigés³⁴. La croissance économique a ralenti, pour passer de 4,4 pour cent par an en moyenne pendant la période 2012–2014 à 1,7 pour cent environ en 2019, et les perspectives à moyen terme sont de 1,8 pour cent³⁵. Ces chiffres se situent en deçà des 5 pour cent de croissance annuelle nécessaires pour éliminer la pauvreté d'ici à 2030³⁶. Les défis socioéconomiques qui font obstacle à la croissance sont notamment la dette publique élevée, l'assainissement budgétaire, les tensions inflationnistes liées au prix des denrées alimentaires et la forte prévalence du VIH/sida, qui réduit l'offre de main-d'œuvre et la productivité tout en augmentant les coûts sociaux et sanitaires³⁷.
19. L'Eswatini est vulnérable face aux dérèglements climatiques et aux chocs externes récurrents. La sécheresse provoquée par le phénomène El Niño en 2015–2016, la plus grave en 50 ans, a fait chuter de 40 pour cent la production de maïs, l'aliment de base en Eswatini. L'économie est tributaire de la croissance régionale et des recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe, qui représentent 42 pour cent de ses revenus³⁸. Ces recettes

³³ Gouvernement de l'Eswatini. *National Development Strategy 1998–2022*. <http://www.tralac.org/files/2012/12/Final-Poverty-Reduction-Strategy-and-Action-Plan-for-Swaziland.pdf>.

³⁴ Fonds monétaire international (FMI). 2017. Rapport de pays n° 17/274. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/09/11/Kingdom-of-Swaziland-2017-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-45240>.

³⁵ Banque mondiale. *Eswatini*. <https://data.worldbank.org/country/eswatini>.

³⁶ Gouvernement de l'Eswatini et PNUD. 2016. *Swaziland's Transition Report from the MDGs to the SDGs*. (Non disponible en ligne.)

³⁷ Banque mondiale. 2018. *Performance and Learning Review of the Country Partnership Strategy for Eswatini for the Period FY15–FY18*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/103841535772640382/text/Swaziland-Eswatini-PLR-final-08022018-08082018.txt>.

³⁸ Banque africaine de développement. 2019. *Southern Africa Economic Outlook 2019*. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/REO_2019_-_Southern_africa.pdf.

ont décliné ces dernières années, mettant les politiques budgétaires du Gouvernement sous pression.

20. L'accroissement des dépenses sociales et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pourraient entraîner une réduction des inégalités, et des filets de sécurité sociale bien conçus, élargis et ciblés correctement pourraient réduire la pauvreté³⁹.

Principaux liens intersectoriels

21. En Eswatini, les difficultés à surmonter pour éliminer la faim sont directement liées à la pauvreté, comme il ressort de l'examen stratégique Faim zéro. Outre les ODD 2 et 17, le présent plan stratégique de pays (PSP) contribuera donc aussi à la réalisation des cibles fixées pour l'ODD 1 (éliminer la pauvreté), l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 4 (enseignement de qualité) et l'ODD 5 (égalité des sexes).
22. *D'ici à 2030, réduire au moins de moitié la proportion [de personnes] de tous âges qui souffrent d'une forme ou l'autre de pauvreté [...] (cible 2 de l'ODD 1).* Le taux de pauvreté a diminué progressivement, passant de 69 pour cent en 2000 à 63 pour cent en 2010 et 59 pour cent en 2017⁴⁰. Les principales causes de la pauvreté sont d'ordre structurel, à savoir le chômage et les inégalités de revenus, qui touchent en particulier la population rurale. Le taux de participation à la population active est plus faible chez les femmes (46 pour cent) que chez les hommes (55 pour cent). Le taux de chômage est élevé (26 pour cent), l'essentiel des emplois étant offert dans des activités à faible valeur ajoutée, en particulier dans l'agriculture de subsistance. Les chefs de ménage sont également répartis entre les sexes, 50,5 pour cent de la population vivant dans des ménages dirigés par un homme et 49,5 pour cent dans des ménages dirigés par une femme, mais ces derniers constituent 53 pour cent des ménages pauvres et 56 pour cent des ménages extrêmement pauvres, et il n'y a guère de politiques ou de programmes spécifiques de protection sociale pour leur venir en aide.
23. *D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose [...] et combattre [...] et autres maladies transmissibles (cible 3 de l'ODD 3).* La prévalence du VIH en Eswatini demeure la plus élevée au monde, mais l'incidence nationale a diminué, passant de 238 pour 1 000 en 2014 à 136 pour 1 000 en 2017. Le taux de couverture du traitement antirétroviral dépasse 75 pour cent des personnes touchées, ce qui contribue à une baisse du nombre de décès liés au sida. En 2017, la probabilité de vivre avec le VIH était cinq fois plus élevée chez les femmes et les filles de 15 à 24 ans que chez les hommes du même âge⁴¹. La violence sexiste et le déséquilibre des relations de pouvoir entre les sexes limitent la capacité des femmes et des adolescentes de négocier des relations sexuelles protégées, et ont une incidence négative sur l'observance des traitements. La répartition du fardeau du VIH/sida est asymétrique, et plus de 35 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans sont infectées, contre 19 pour cent des hommes et des garçons^{42, 43}.
24. La forte prévalence du VIH et de la tuberculose chez les filles et femmes enceintes ou allaitantes a des répercussions directes sur l'état nutritionnel de leurs enfants. On estime que 5 pour cent des patients qui suivent une thérapie antirétrovirale et 18 pour cent de ceux

³⁹ FMI. 2017. Rapport de pays n° 17/274. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/09/11/Kingdom-of-Swaziland-2017-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-45240>.

⁴⁰ Bureau central de la statistique de l'Eswatini. 2017. *2017 Population and Housing Census: Preliminary Results*. (Non disponible en ligne.)

⁴¹ Conseil national d'action d'urgence contre le VIH/sida et ONUSIDA. 2018. *Eswatini HIV Estimates and Projections Report*. (Non disponible en ligne.)

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

qui commencent un traitement contre la tuberculose souffrent de malnutrition aiguë⁴⁴. Les hommes vivant avec le VIH ou la tuberculose attendent en général plus longtemps pour solliciter un traitement, et sont plus exposés que les femmes à la malnutrition lorsqu'ils reçoivent le traitement. Le coût de la faim est estimé à 3,1 pour cent du PIB⁴⁵, et les pertes économiques s'expliquent par les effets à long terme de la dénutrition sur les capacités cognitives, en particulier des enfants, et les conséquences pour la santé, l'éducation et la productivité économique.

25. *D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité les dotant d'acquis véritablement utiles (cible 1 de l'ODD 4) et [...] aient accès à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire (cible 2 de l'ODD 4).* Les inégalités entre les filles et les garçons persistent dans le système éducatif de l'Eswatini. L'accès aux écoles secondaires, qui n'est pas gratuit, est particulièrement restreint pour les filles⁴⁶. Les orphelins et autres enfants vulnérables parviennent rarement à l'enseignement secondaire, même si des bourses d'études sont prévues à leur intention. Les maternités précoces, 77 sur 1 000 naissances vivantes, étant attribuées à des adolescentes, l'éloignement des écoles secondaires et la mauvaise qualité des infrastructures sont des obstacles à la poursuite des études.
26. La Politique nationale de 2018 pour les secteurs de l'éducation et de la formation donne la priorité aux soins, au développement et à l'éducation de la petite enfance. Une politique consacrée spécifiquement à cette priorité est en cours d'examen; elle vise à garantir un financement adéquat à l'appui de la fourniture généralisée de repas scolaires dans les institutions dédiées à la petite enfance, y compris les orphelins et autres enfants vulnérables déscolarisés, et à prendre en charge progressivement tous les enfants âgés de 3 à 6 ans. Un cadre national pour la sécurité alimentaire dans les écoles, établi en 2013, couvre la fourniture de repas aux enfants des écoles primaires et secondaires.
27. *Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles (cible 1 de l'ODD 5), et Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation (cible 2 de l'ODD 5).* Le cadre constitutionnel et juridique de l'Eswatini, le droit coutumier et les croyances et les pratiques traditionnelles nuisent à l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans certaines régions, les inégalités subsistent dans le marché du travail, et les femmes se voient systématiquement refuser un accès égal aux emplois⁴⁷. La répartition inégale des soins et des tâches domestiques non rémunérés et la discrimination dans la fonction publique constituent toujours des obstacles. Accorder aux femmes l'égalité des droits aux ressources économiques, comme la terre et la propriété, est fondamental pour atteindre l'ODD 5 et réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
28. De par leur culture, les hommes en Eswatini, comme dans d'autres pays subsahariens, détiennent plus de pouvoir que les femmes dans la société. Certaines pratiques culturelles peuvent légitimer la violence sexiste, empêcher les victimes d'accéder à des recours et

⁴⁴ Ministère de la santé de l'Eswatini et PAM. 2016. *Assessment on the malnutrition prevalence in HIV, TB and pregnant and lactating women in Swaziland*. (Non disponible en ligne.)

⁴⁵ Gouvernement de l'Eswatini et autres. 2013. *The Cost of hunger in Swaziland: Implications of Child Undernutrition for the Implementation of the National Poverty Reduction Strategy in Swaziland: The Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Swaziland*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/swaziland_report_16_july_1%20%281%29.pdf.

⁴⁶ Les taux nets de scolarisation dans le primaire ont dépassé 94 pour cent, mais dans le secondaire ce taux est à peine supérieur à 51 pour cent. Bureau central de la statistique de l'Eswatini. 2018. *Eswatini Household Income and Expenditure Survey (EHIES): Key findings report*. (Non disponible en ligne.)

⁴⁷ PNUD. *Eswatini*: <http://www.sz.undp.org/content/eswatini/en/home/sustainable-development-goals/goal-5-gender-equality.html>.

réparations effectifs et que les coupables aient à répondre de leurs actes⁴⁸. Une loi sur les abus sexuels et la violence domestique a été adoptée en 2018, mais une réforme des politiques et de la législation et sa mise en application seront nécessaires pour lutter efficacement contre la violence sexiste⁴⁹.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

Élaboration et mise en œuvre des politiques

29. Selon les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro, le pays s'est doté de nombreuses politiques sectorielles, mais des déficiences dans l'application des politiques, les cadres juridiques et l'affectation des ressources réduisent l'efficacité des filets de sécurité sociale pour relever de manière équitable les défis de la pauvreté et de l'égalité entre les sexes, ainsi que ceux qui sont liés au VIH. Le pays manque des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de protection sociale⁵⁰. Le projet de politique nationale sur l'alimentation et la nutrition et la politique nationale d'assistance sociale, qui sont en cours d'élaboration, doivent encore être harmonisés avec la Stratégie nationale pour un développement durable et une croissance inclusive à l'horizon 2030. La coordination institutionnelle, qui favorisera la mise en place de complémentarités, peut permettre d'atténuer les chevauchements d'activité.

Systèmes de protection sociale

30. L'Eswatini affecte 12 pour cent de son PIB aux dépenses sociales, y compris pour l'éducation et la santé, ce qui représente une part relativement réduite comparée aux autres pays subsahariens à revenu intermédiaire de la tranche inférieure⁵¹. Le montant consacré à la protection sociale, y compris les subventions monétaires à destination des groupes vulnérables, les repas scolaires, la gratuité de l'enseignement primaire et des services de santé de base, ne représente que 2,2 pour cent du PIB, et le montant affecté au système d'assistance sociale, qui prévoit un complément de revenus aux personnes âgées, des pensions d'invalidité et un projet pilote d'aide sociale pour les orphelins et autres enfants vulnérables, représente moins de 1 pour cent.

31. D'importantes réformes ont été mises en place récemment en matière de protection sociale, mais la couverture des programmes est insuffisante. Il n'existe pas de politique de protection sociale globale qui réponde aux besoins des groupes vulnérables; les systèmes d'aide sociale sont embryonnaires et l'harmonisation entre les programmes et les systèmes administratifs fait défaut; une attention particulière devrait être accordée aux besoins des adolescents qui risquent de recourir à des stratégies de survie préjudiciables.

Programmes durables de sécurité alimentaire et de nutrition

32. Les déficiences au niveau de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des programmes se traduisent par des coûts élevés et compromettent l'efficacité, l'efficience et la viabilité des systèmes alimentaires. Le Ministère de l'éducation et de la formation, avec le soutien technique du PAM, prend des mesures pour se procurer les produits alimentaires requis pour le programme national d'alimentation scolaire auprès des petites exploitantes locales,

⁴⁸ Voir http://uir.unisa.ac.za/bitstream/handle/10500/22617/dissertation_dzinavane_tm.pdf?sequence=1&isAllowed=y et <http://www.csvr.org.za/pdf/Gender%20Based%20Violence%20in%20South%20Africa%20-%20A%20Brief%20Review.pdf>.

⁴⁹ Commission internationale de juristes. 2018. *Achieving Justice for Gross Human Rights Violations in Swaziland: Key Challenges*. <https://www.icj.org/wp-content/uploads/2018/05/Swaziland-GRABaselineStudy-Publications-Reports-Thematic-reports-2018-ENG.pdf>.

⁵⁰ *Swaziland United Nations Development Assistance Framework 2016-2020*. https://www.unicef.org/about/execboard/files/Swaziland_DPDCPSWZ3_UNDAF_2016-2020_March_5_2015.pdf.

⁵¹ FMI. 2017. *Expenditure Assessment Tool*. <https://www.imf.org/en/Publications/TNM/Issues/2017/04/27/Expenditure-Asset-Tools-44797>.

l'objectif étant de stimuler l'agriculture et de renforcer les systèmes alimentaires au niveau local. Afin d'améliorer l'état nutritionnel des groupes ciblés, le PAM adoptera des approches à dimension nutritionnelle et encouragera les petites exploitantes à produire des aliments diversifiés et riches en nutriments.

33. Le programme d'évaluation, de conseil et d'appui en matière de nutrition, auparavant connu sous le nom de programme d'aliments sur ordonnance, est le programme phare régional d'appui nutritionnel destiné aux enfants et adultes souffrant de la malnutrition, qui vivent avec le VIH et reçoivent un traitement antirétroviral ou antituberculeux, ainsi qu'à leur famille. Appuyé par le PAM depuis 2012, et mis en œuvre par l'intermédiaire du Ministère de la santé, le programme reste essentiel pour les personnes vivant avec le VIH. Il est confronté à des contraintes financières importantes, aucun financement du Gouvernement ou de donateurs n'étant anticipé. À travers le PSP, le PAM aidera le Gouvernement à documenter les effets de l'aide nutritionnelle sur les résultats de la thérapie antirétrovirale et des traitements contre la tuberculose afin de générer des données probantes et de promouvoir les investissements dans le programme.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

34. Le PSP est ancré dans la Stratégie nationale pour un développement durable et une croissance inclusive à l'horizon 2030 et intègre les cibles pertinentes des ODD. Il traite des aspects essentiels du développement humain en Eswatini, notamment la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'équité entre les sexes, en privilégiant l'autonomisation des femmes, l'intégration sociale et la protection de l'environnement. La feuille de route stratégique de l'Eswatini pour 2019–2022 fait figurer l'agriculture, la transformation des produits agricoles, l'assistance sociale et la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise parmi les secteurs clés et les thèmes prioritaires qui doivent être traités pour atteindre les cibles des ODD et renforcer le capital humain dans le pays.
35. Le plan national d'investissement agricole est l'instrument sur lequel s'appuie le Gouvernement pour promouvoir la diversification des cultures en tant que stratégie clé visant à renforcer l'agriculture durable, atténuer la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le plan d'action multisectoriel 2016–2018 contre le retard de croissance promeut les interventions à dimension nutritionnelle et celles spécifiquement axées sur la nutrition; la politique nationale de 2008 pour l'enfance vise à protéger les orphelins et les autres enfants vulnérables, l'éducation et la sécurité alimentaire et nutritionnelle y étant reconnues comme étant des droits essentiels de l'enfant; et la politique nationale de 2018 pour les secteurs de l'éducation et de la formation donne la priorité aux soins, au développement et à l'éducation de la petite enfance. Le PAM collaborera avec le Gouvernement pour que les centres de soins de proximité qui servent actuellement de structures d'accueil soient officiellement intégrés dans le programme de soins, de développement et d'éducation de la petite enfance afin de prendre en compte la dimension complexe qui définit les moyens d'existence des orphelins et autres enfants vulnérables.
36. La politique de protection sociale en cours d'élaboration vise à mettre en place un système de sécurité sociale exhaustif, inclusif et financièrement viable permettant d'assurer une meilleure couverture des soins de santé et assorti de dispositifs d'assistance sociale renforcés. Le cadre stratégique national multisectoriel de lutte contre le VIH et le sida pour 2018-2022 donne la priorité à l'émancipation économique des adolescentes et des jeunes femmes et à la protection sociale des orphelins et des autres enfants vulnérables.
37. La politique de gestion des catastrophes du Gouvernement préconise une assise institutionnelle solide pour la mise en œuvre d'un système renforcé d'alerte rapide, de

préparation aux catastrophes et d'intervention d'urgence efficace. La stratégie et le plan d'action nationaux pour 2017–2022 visant à mettre un terme à la violence en Eswatini guident l'action nécessaire à une riposte multisectorielle face à la violence sexiste dans un contexte d'augmentation des actes de violence à l'encontre des femmes et des enfants.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

38. Le montant net de l'aide publique au développement reçue en 2016 s'est élevé à 152 millions de dollars, dont 82 pour cent ont été affectés aux secteurs de la santé et de la population⁵². Les programmes les plus importants sont financés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Plan d'urgence du Président des États-Unis d'Amérique de lutte contre le sida, qui est axé sur la prévention et le traitement du VIH/sida, y compris les soins aux personnes vivant avec le VIH, et l'Union européenne, par l'intermédiaire du Programme indicatif national du Fonds européen de développement, qui privilégie le secteur agricole, et en particulier la sécurité alimentaire et la protection sociale. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est un autre acteur majeur dans la riposte face au VIH/sida et à la tuberculose. Les autres partenaires de développement sont notamment la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque mondiale et les Gouvernements du Japon, par le biais de l'Agence japonaise de coopération internationale, du Koweït et de la Province chinoise de Taïwan.
39. Le PSP concorde avec les cadres d'action du Gouvernement, notamment la politique nationale en matière de problématique femmes-hommes (2010) et la politique nationale de prévention du VIH (2012), qui guideront également le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2021–2025 dans sa contribution à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'approche des Nations Unies "Unis dans l'action", qui a été adoptée en 2015, peut renforcer l'impact de l'appui des Nations Unies dans un contexte où les ressources sont limitées en renforçant les capacités institutionnelles grâce à l'élaboration de politiques, plans et programmes, comme par exemple des programmes et des activités de mobilisation de ressources s'inscrivant dans le cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités.
40. Les partenaires du Gouvernement dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des moyens d'existence et de la protection sociale, outre le PAM, sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'OMS, ainsi que la Banque mondiale, l'Union européenne et le Gouvernement japonais. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a un représentant résident en Eswatini. La participation des partenaires dans le domaine de la nutrition se limite uniquement au traitement et aux initiatives à dimension nutritionnelle, sous forme d'assistance technique.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

⁵² Organisation de coopération et de développement économiques et Comité d'aide au développement. *Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries 2018: Disbursements, Commitments, Country indicators*. https://read.oecd-ilibrary.org/development/geographical-distribution-of-financial-flows-to-developing-countries-2018_fin_flows_dev-2018-en-fr#page1.

41. Il ressort d'une synthèse des constats d'évaluations passées établie en 2018⁵³ et complétée par des examens internes des programmes, que le PAM s'est efforcé de contribuer à l'instauration de solutions durables en Eswatini en apportant un soutien technique à l'élaboration de politiques majeures et d'un cadre national de protection sociale, en particulier pour ce qui concerne l'alimentation scolaire. Le PAM a mis en œuvre, de 1970 à 1991, un programme d'alimentation scolaire en Eswatini au profit d'environ 176 000 enfants. Depuis 1992, le Gouvernement assume l'entière responsabilité de la gestion et du financement du programme. De 2002 à 2010, le PAM a fourni chaque jour des repas chauds à 240 000 enfants, directement pour le compte du Gouvernement, compte tenu du fardeau du VIH pendant cette période.
42. Le PAM a progressivement fait évoluer son rôle de partenaire opérationnel fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle vers un rôle de prestataire de services aidant le Gouvernement à mettre en place des programmes à l'appui d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et équitable. En effet, depuis 2010, le rôle du PAM dans le programme d'alimentation scolaire a consisté à apporter un soutien technique et à fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement quand le Gouvernement en faisait la demande.
43. En collaboration avec les producteurs primaires, y compris les petites agricultrices, le PAM s'efforce, à travers ses activités, de promouvoir des filets de sécurité productifs qui permettent aux personnes dans le besoin d'avoir accès à des aliments nutritifs. L'accès des populations vulnérables qui présentent un risque élevé de malnutrition sera amélioré grâce à des partenariats établis dans le cadre des programmes visant à renforcer les moyens d'existence et à accroître les revenus des ménages.
44. Le visage de la faim en Eswatini étant essentiellement féminin et, compte tenu de sa grande expérience en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs et intégrant la problématique femmes-hommes.
45. Le sexe étant un facteur déterminant de la vulnérabilité au regard de la sécurité alimentaire dans le pays, des approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes seront appliquées dans toutes les activités afin de modifier les comportements préjudiciables, réduire le risque de violence sexiste, combattre la stigmatisation liée au VIH/sida et à la tuberculose, et encourager l'émancipation économique des adolescents et des femmes. Une approche globale de partenariats contribuant à s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes sera mise en place au sein du Consortium pour la parité femmes-hommes, dont les membres comprennent l'Unité chargée de la coordination de la problématique femmes-hommes relevant du cabinet du Vice-Premier Ministre, des acteurs de la société civile comme Gender Links, le Swaziland Action Group Against Abuse, l'antenne de Women and Law in Southern Africa en Eswatini et des chefs et groupes traditionnels.

2.2 Potentialités pour le PAM

46. Le PSP est principalement axé sur la fourniture d'un appui technique destiné à aider le Gouvernement à réaliser une protection sociale porteuse de transformation, comme indiqué dans le projet de politique d'aide sociale, en protégeant les personnes les plus vulnérables grâce à des transferts et des services gratuits, en promouvant des moyens d'existence durables et en transformant les réglementations politiques et législatives. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en œuvre la politique d'aide sociale, en utilisant cette politique comme cadre pour atteindre l'objectif Faim zéro grâce à des filets de sécurité sociale productifs. Dans le contexte de cette approche intégrée, le PAM mettra à disposition des compétences techniques et d'autres services pour contribuer à renforcer les systèmes

⁵³ PAM. 2018. *Summary of evaluation evidence. Eswatini 2011–2018*. (Non disponible en ligne.)

et les capacités des institutions gouvernementales et d'autres partenaires en vue d'améliorer la conception et la mise en œuvre d'interventions de protection sociale à dimension nutritionnelle, tenant compte du VIH, réactives face aux chocs et attentives à la problématique femmes-hommes.

47. L'appui technique fourni au programme national d'alimentation scolaire sera axé sur l'établissement de liens entre le programme et les marchés locaux à travers un projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale d'une durée de deux ans, visant à démontrer la faisabilité de la transposition par le Gouvernement du modèle à plus grande échelle pour couvrir les enfants des établissements préscolaires, primaires et secondaires dans l'ensemble du pays à compter de 2022. À travers le projet pilote, le PAM cherche à montrer que la performance des systèmes alimentaires peut être améliorée en renforçant les chaînes de valeur des petits exploitants agricoles pour assurer aux écoles un approvisionnement stable en aliments nutritifs.

2.3 Réorientations stratégiques

48. Le PAM élargira l'assistance technique et l'appui en matière de coordination qu'il apporte aux politiques, systèmes et programmes du Gouvernement, avec un rôle de conseil et de sensibilisation renforcé. Il concentrera son action sur l'appui en amont à fort impact qui contribuera à renforcer les capacités du Gouvernement de mettre en œuvre des programmes efficaces et efficients pour fournir des solutions au problème de la faim qui sont gérées et financées par le pays. Le PAM appuiera la production de données factuelles destinées à améliorer le plaidoyer en faveur d'interventions liées aux filets de protection sociale et de leur financement. Dans le cadre du PSP, le PAM collaborera avec le Gouvernement pour renforcer sa capacité de suivi et ainsi mesurer les progrès accomplis en vue d'atteindre les cibles des ODD.
49. S'appuyant sur l'aide fournie par le PAM au programme d'aliments sur ordonnance pendant la période 2012–2017, et les données sur la relation établie entre le VIH et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Gouvernement devrait apporter les ajustements programmatiques et autres nécessaires pour améliorer la viabilité future. Le PAM fournira un appui au Gouvernement sous forme d'assistance technique et non plus d'exécution directe des activités nutritionnelles.
50. La responsabilité des programmes sera transférée au Gouvernement selon un rythme qui sera indiqué dans le PSP et déterminé par les progrès accomplis en matière de renforcement des capacités et des systèmes.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

51. Le PSP pour la période 2020–2024 est guidé par l'examen stratégique Faim zéro et résulte de consultations menées par le PAM avec le Gouvernement, les partenaires de développement, les bénéficiaires et d'autres parties prenantes. Il appuiera l'action menée par le Gouvernement pour atteindre les cibles de l'ODD 2 à travers trois effets directs intégrés:
 - La capacité du Gouvernement de répondre de manière équitable aux besoins immédiats des personnes touchées par des chocs est renforcée, tandis que, dans les communautés touchées, la résilience des personnes vulnérables, y compris les femmes et les adolescentes (qui sont exposées au risque d'infection par le VIH, de violence sexiste et de rapports sexuels monnayés) est améliorée grâce à des programmes nationaux de protection sociale réactifs face aux chocs.

- La demande institutionnelle associée aux repas scolaires est utilisée pour appuyer la production des petits exploitants et leur accès aux marchés moyennant des achats locaux, l'accent étant mis sur les femmes et les activités adaptées à leurs besoins.
 - La stratégie de protection sociale est revitalisée grâce à la priorité accordée aux filets de sécurité sociale productifs qui permettent de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de promouvoir la production des ménages et d'améliorer les moyens d'existence des plus défavorisés, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec le VIH; la faisabilité des approches d'alimentation scolaire utilisant la production locale est démontrée; et un appui est fourni pour la mise en œuvre des cadres d'action associés.
52. Le PSP confirme l'importance fondamentale accordée à l'égalité des sexes dans les interventions en adoptant une approche productive assortie d'activités destinées à faire évoluer les relations femmes-hommes conçues spécifiquement⁵⁴. Les enseignements concernant la dynamique des rapports femmes-hommes tirés des interventions du PAM éclaireront la formulation des stratégies visant à faire évoluer la société et les comportements. Les activités seront conçues de manière à autonomiser les femmes et les adolescentes et à faire progresser l'égalité des sexes⁵⁵. Le PAM participera à un projet pilote sur la responsabilité sociale mené par le Ministère de la santé pour améliorer l'accès des populations touchées et vulnérables à des mécanismes sûrs de remontée de l'information.
53. En tant que coordonnateur multilatéral du mouvement Renforcer la nutrition, le PAM continuera de jouer un rôle clé et de promouvoir des programmes multisectoriels à dimension nutritionnelle, en collaboration avec la FAO, le FNUAP, l'UNICEF, l'OMS et différentes organisations non gouvernementales (ONG). Il s'agira notamment de sensibilisation à l'éducation sanitaire destinée aux enseignants, de plaidoyer en faveur de l'enrichissement des aliments et de dépistage nutritionnel mis en œuvre dans le cadre du programme d'alimentation scolaire. Un appui sera apporté aux activités de sensibilisation sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et sur la nutrition menées par l'Organisme national de gestion des catastrophes pendant les interventions d'urgence.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes vulnérables vivant dans des zones touchées par un choc parviennent à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

54. Le PAM conservera la capacité d'intervenir, à la demande du Gouvernement, lorsque l'ampleur d'une crise excède la capacité du Gouvernement. Aux fins des interventions face à une crise, le présent effet direct stratégique vise à fournir un filet de sécurité réactif face aux chocs permettant de répondre aux besoins immédiats des personnes touchées (recensées par sexe et par âge) pendant les périodes de crise et de relèvement rapide. Le PAM fournira un appui technique destiné à renforcer les capacités du Gouvernement en matière de préparation aux situations d'urgence et les systèmes équitables d'alerte rapide.

⁵⁴ L'effet direct conçu pour faire évoluer les relations entre les sexes s'efforcera de remettre en question les normes rigides qui régissent les relations entre les hommes et les femmes et de contribuer à leur transformation, en examinant, questionnant et proposant des changements pour lutter contre les déséquilibres de pouvoir entre les femmes et les hommes.

⁵⁵ Les activités encourageront l'égalité entre les sexes en abordant les facteurs interpersonnels, socioculturels, structurels et communautaires qui ont une incidence sur les attitudes et les comportements. L'objectif global est de donner les moyens aux femmes de participer aux prises de décisions qui ont une incidence sur leur développement économique, ou qui concernent les questions de nutrition.

55. À mesure que l'exécution directe du PAM pendant les crises deviendra moins nécessaire, cet effet direct sera lié à la mise en place de filets de sécurité tenant compte de la problématique femmes-hommes, intelligents face au climat et productifs; il comportera la fourniture de dispositifs intégrés de transfert visant à protéger les moyens d'existence des ménages touchés, à renforcer leur résilience et à promouvoir l'accès à des aliments nutritifs diversifiés.

Domaine d'action privilégié

56. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions face à une crise.

Produit escompté

57. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les ménages ciblés victimes de chocs, notamment ceux comptant de jeunes enfants et/ou des personnes touchées par le VIH, reçoivent des produits alimentaires et/ou des transferts de type monétaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et bénéficient d'un relèvement rapide dans le cadre de dispositifs nationaux de protection sociale.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir des produits alimentaires et/ou des transferts de type monétaire aux populations en situation d'insécurité alimentaire victimes de chocs, y compris les enfants

58. Lorsque les besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire aiguë excéderont la capacité de réaction du Gouvernement du fait de chocs, le PAM fournira une assistance alimentaire vitale destinée à couvrir les besoins alimentaires de base des ménages en situation d'insécurité alimentaire qui sont touchés afin d'empêcher que leur état nutritionnel ne se dégrade et de faciliter le redressement rapide. Des produits alimentaires et/ou des transferts de type monétaire seront fournis aux personnes les plus vulnérables (femmes, filles, garçons et hommes) ainsi qu'aux personnes ayant des besoins particuliers exposées au risque de malnutrition. Les critères de ciblage prendront aussi en compte les facteurs démographiques associés à la vulnérabilité, comme les ménages dirigés par des femmes, des enfants et des personnes âgées, et les indicateurs socioéconomiques comme l'état nutritionnel, entre autres, des membres des ménages handicapés et vivant avec le VIH.
59. Cette activité sera mise en œuvre en coordination avec l'Organisme national de gestion des catastrophes, le Département des questions de parité femmes-hommes et de la famille, les autorités locales et d'autres partenaires. Le PAM collaborera avec ONUSIDA, le FNUAP, l'UNICEF et les ONG partenaires, qui fourniront aux personnes ciblées un soutien sous forme de sensibilisation et de transfert de connaissances sur des approches tenant compte de la nutrition dans le cadre de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements sur des sujets comme les pratiques d'alimentation et de soins des enfants, l'égalité entre les sexes, la protection, les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et la prévention du VIH. Afin d'accélérer le redressement, le PAM travaillera en coordination avec le Ministère de l'agriculture et la FAO pour fournir des intrants agricoles complémentaires.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les petits exploitants, notamment les femmes, disposent de capacités renforcées pour approvisionner les marchés structurés en aliments nutritifs

60. Cet effet direct stratégique s'efforcera de contribuer à l'amélioration de la productivité et des revenus des petits exploitants: un appui sera fourni au renforcement des capacités du Gouvernement pour la mise en œuvre de filets de sécurité sociale réactifs face aux chocs, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle. Il tirera parti de la mise en œuvre d'un modèle pilote d'alimentation scolaire utilisant la production

locale qui relie le programme national d'alimentation scolaire aux marchés locaux, afin de démontrer les avantages de la transposition à plus grande échelle du modèle. À travers ce programme, le PAM s'attache à promouvoir l'accès des petits exploitants aux marchés institutionnels grâce notamment à un ensemble intégré de services adaptés aux besoins des femmes. Le PAM travaillera en partenariat avec le Conseil national de la commercialisation des produits agricoles, le Dairy Board de l'Eswatini, la Water and Agricultural Development Enterprise de l'Eswatini, la National Maize Cooperation, la National Agriculture Union de l'Eswatini et la Farmers' Cooperative Union de l'Eswatini, ainsi qu'avec les ONG pertinentes intervenant dans le domaine de l'autonomisation des femmes.

61. Le PAM aidera le Ministère de l'éducation et de la formation à développer des compétences techniques pour augmenter les achats locaux de produits alimentaires auprès des petits exploitants; à faciliter et concrétiser les liens afin de fournir un ensemble intégré de services guidés par les déficits de capacités spécifiquement liées à la problématique femmes-hommes; et à développer de solides capacités en matière de gestion de l'information et de production de données. L'appui sera fourni en coordination avec le Ministère de l'agriculture, et en partenariat avec les organismes des Nations Unies, comme la FAO, les partenaires de développement et les ONG et organisations de la société civile pertinentes qui travaillent à améliorer la productivité des petits exploitants pour répondre aux besoins de marchés structurés, notamment les écoles.
62. Au titre de cet effet direct, les petits exploitants, en particulier les femmes, bénéficieront d'un meilleur accès aux marchés, de revenus accrus et d'une résilience renforcée face aux chocs. Les jardins potagers et le petit élevage seront encouragés au niveau du ménage et de la communauté pour les femmes, les personnes vivant avec le VIH et celles recevant un traitement antituberculeux, dans une optique nutritionnelle, en vue de soutenir une alimentation diversifiée, de réduire le recours à des mécanismes de survie préjudiciables et de renforcer la capacité à approvisionner les écoles en produits frais. Le PAM appuiera la mise en place de systèmes d'alerte rapide et d'information climatique tenant compte de la problématique femmes-hommes et adaptés aux besoins des agriculteurs.

Domaine d'action privilégié

63. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

64. Les produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
 - Les petits exploitants, notamment les femmes, tirent parti des meilleures connaissances et des capacités renforcées qu'ils ont acquises dans divers domaines – pratiques agricoles intelligentes face au climat, commercialisation de la production et gestion après récolte – de manière à améliorer leur productivité, leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Les populations locales tirent parti d'une meilleure connaissance des comportements et des pratiques agricoles contribuant à renforcer la production et la consommation d'aliments diversifiés et nutritifs.
 - Les petits agriculteurs tirent parti de politiques et de programmes bien coordonnés et fondés sur des données probantes, lesquels contribuent à améliorer la productivité et les revenus.

Activité essentielle

Activité 2: Renforcer les capacités des petits agriculteurs, notamment les femmes, d'approvisionner des marchés structurés, y compris les écoles, en aliments nutritifs

65. Le PAM facilitera l'accès des petites agricultrices au financement, aux intrants et à l'assistance technique pour leur donner les moyens d'adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat et encouragera les cultures tolérantes à la sécheresse, à apport économique élevé et nutritives. À l'appui de l'intégration de l'égalité des sexes dans ces approches, les interventions seront axées sur des questions comme:
- la production d'analyses des coûts, les directives sur les achats, l'analyse de la demande et de l'offre, et la passation de marchés avec des fournisseurs agricoles;
 - l'organisation des petits agriculteurs en groupements comme par exemple des coopératives pour réaliser des économies d'échelle (production, intrants et services);
 - l'évaluation des capacités des petits agriculteurs et la formation adaptée en matière de techniques de production, de qualité et sécurité sanitaire des aliments, de manutention après récolte, de contrats d'achat, de commercialisation et de compétences commerciales;
 - la fourniture de solutions à faible coût d'habitat et d'entreposage dans les écoles;
 - la formation professionnelle et le mentorat dans le domaine de la transformation, de l'ajout de valeur, de l'emballage et de la distribution; et
 - la formation en matière d'égalité entre les sexes.
66. L'appui apporté sera adapté spécifiquement pour autonomiser les femmes et complété par des activités contribuant à transformer les relations entre les sexes. Il étudiera le caractère interdépendant de la culture et des rôles assignés à chaque sexe ainsi que la dynamique de l'évolution de l'attribution de ces rôles.
67. L'assistance technique comprendra des activités de plaidoyer pour un meilleur accès au financement, aux actifs productifs et aux intrants agricoles ainsi que des initiatives visant à réduire les pertes après récolte et à permettre d'améliorer la prise de décisions. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements seront menées pour promouvoir la production et la consommation d'aliments diversifiés riches en nutriments.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les personnes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescentes et les personnes vivant avec le VIH, ont accès à des systèmes de protection sociale intégrés et réactifs face aux chocs

68. L'effet direct stratégique 3 est la composante essentielle du PSP. En tirant parti de ses compétences de base dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PAM s'emploiera à contribuer à l'élaboration d'un système de protection sociale intégré, efficace et efficient qui soit réactif face aux chocs et tienne compte de la nutrition, du VIH et de la problématique femmes-hommes. Les différents filets de sécurité seront extensibles et évolutifs en période de crise, en adoptant des approches globales associant plusieurs parties prenantes et intégrant des aspects productifs.
69. Le PAM contribuera à l'amélioration de la capacité du cabinet du Vice-Premier Ministre à mettre en œuvre un cadre de politique générale en matière de protection sociale qui incorpore les composantes suivantes d'un système viable:
- un système global d'intervention sociale qui permet de répondre aux vulnérabilités liées au sexe et à l'âge à tous les stades de la vie;
 - une assistance sociale institutionnalisée et accessible à travers des dispositifs législatifs et des mécanismes d'obligation redditionnelle, de transparence et de concertation;
 - des interventions qui renforcent les activités socioéconomiques et créent des revenus;

- un système solide de gestion, d'administration et de prestation de l'assistance sociale; et
 - l'accès à la justice sociale grâce au suivi, à l'évaluation et à la responsabilité sociale.
70. Le modèle pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale reliant le programme national d'alimentation scolaire aux marchés locaux sera utilisé en tant que filet de sécurité modulable en période de crise et susceptible de répondre aux besoins des garçons et des filles les plus vulnérables dans les établissements préscolaires, primaires et secondaires. Le projet pilote s'emploiera à assurer que les enfants en bénéficiant ont accès à une alimentation équilibrée sur le plan nutritionnel, à une éducation nutritionnelle et à des installations d'assainissement tenant compte des spécificités des filles, contribuant ainsi, en partenariat avec le FNUAP, à améliorer la protection, le bien-être et le développement. Le programme d'alimentation scolaire s'efforce de stimuler les marchés locaux et de libérer le potentiel économique des femmes. L'appui du PAM à la politique de soins, de développement et d'éducation de la petite enfance et au cadre de mise en œuvre cherchera à renforcer le rôle des écoles en tant que centres de soins et à élargir le programme national d'alimentation scolaire pour y inclure les orphelins et autres enfants vulnérables non scolarisés âgés de 3 à 6 ans et leur venir en aide, dans le cadre des centres de soins de proximité déjà établis, qui ne sont pas considérés actuellement comme faisant partie du système officiel d'enseignement.
71. L'appui du PAM à la mise en place de dispositifs et de programmes de protection sociale globaux et intégrés contribuera à renforcer la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise. Cette approche facilitera également l'intégration des filets de sécurité qui favorisent le redressement rapide et le renforcement de la résilience. Le PAM mènera aussi des initiatives visant à élaborer des registres unifiés et/ou intégrés des programmes de protection sociale.

Domaine d'action privilégié

72. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

73. Les produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les enfants des écoles ciblés, y compris les orphelins et enfants vulnérables déscolarisés, reçoivent des repas scolaires nutritifs toute l'année de sources locales qui permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent l'accès à l'éducation.
 - Les enfants des écoles ciblées, y compris les orphelins et enfants vulnérables déscolarisés, bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour mettre en œuvre un programme national d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle et réactif face aux chocs, qui permet d'améliorer les résultats en matière d'instruction et de nutrition.
 - Les populations vulnérables, en particulier les enfants, les femmes, les personnes vivant avec le VIH et les personnes atteintes de tuberculose, bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de protection sociale fondés sur des données probantes.
 - Les communautés ciblées, y compris les personnes vivant avec le VIH, les personnes s'occupant d'enfants et d'adolescents, ont accès aux connaissances et adoptent des pratiques qui amélioreront leur état nutritionnel et contribueront à renforcer les résultats sur le plan de la nutrition.

- Les populations touchées par un choc bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes pour transposer à plus grande échelle les programmes de protection sociale en période de crise.

Activité essentielle

Activité 3: Fournir des données probantes et renforcer les capacités et les systèmes nationaux pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs, y compris des programmes d'alimentation scolaire

74. L'aide apportée par le PAM au programme national d'alimentation scolaire tiendra compte des constatations de l'évaluation externe en cours, qui doit guider l'examen du Cadre national de la sécurité alimentaire dans les écoles, pour inclure la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires pour tous dans le cadre de la nouvelle politique de soins, de développement et d'éducation de la petite enfance. Des compétences techniques seront fournies, à travers des partenariats, dans les domaines suivants:
 - ajustements du programme national d'alimentation scolaire afin de veiller à ce qu'il soit efficient, efficace, équitable et durable, y compris en établissant des liens avec les petits agriculteurs utilisant le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale; amélioration de la diversité de l'apport alimentaire en menant une action de sensibilisation afin que le Gouvernement fournisse divers types d'aliments de complément (légumes, sel iodé, beurre d'arachide et lait) ainsi qu'en encourageant les jardins potagers scolaires et la participation de la communauté au programme; et analyse du coût de l'élaboration d'un dossier d'investissement relatif à la transposition à plus grande échelle des approches de l'alimentation scolaire utilisant la production locale;
 - renforcement des dispositifs institutionnels pour le financement, la gestion et la mise en œuvre du programme; et
 - établissement de liens et de complémentarités avec les autres dispositifs de protection sociale.
75. Le PAM s'emploiera à renforcer les systèmes et les capacités du pays pour faire fonctionner les programmes de protection sociale, y compris par la prise en main et le financement des centres de soins nationaux destinés aux enfants des écoles maternelles; en outre 24 392 écoliers et 55 000 orphelins et autres enfants vulnérables bénéficieront d'une assistance directe du PAM, sous forme de transferts de produits alimentaires provenant du projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Ce projet pilote visera à fournir une plateforme d'apprentissage qui permettra d'en appliquer les enseignements pour perfectionner le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale dont la responsabilité sera transférée au Gouvernement. En outre, il s'attachera à affiner l'approche "soins, développement et éducation de la petite enfance" avant le transfert du programme au Gouvernement pendant la période couverte par le PSP.
76. Le PAM collaborera avec ONUSIDA, le FNUAP, l'UNICEF et d'autres partenaires pour fournir un ensemble de services aux communautés ciblées, notamment dans le domaine de l'éducation nutritionnelle à l'école, des droits en matière de santé sexuelle et reproductive et de l'éducation en matière de protection. Le PAM a facilité la mise en place d'un comité directeur de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui comprend des représentants de ministères clés (ceux chargés de l'agriculture, de l'éducation et de la santé), d'ONG et d'organisations d'agriculteurs, et y participe en tant que partenaire technique. Le comité directeur est chargé de la coordination de haut niveau des activités, tandis que les comités de gestion de l'alimentation scolaire, dirigés par les enseignants qui servent de coordonnateurs de l'alimentation scolaire et auxquels participent des membres

sélectionnés de la communauté et les cuisiniers, coordonnent les activités au niveau de l'école.

77. L'assistance technique, les services consultatifs et les orientations du PAM contribueront à améliorer la gestion des transferts de type monétaire et des filets de sécurité productifs et renforceront les moyens d'existence des populations vulnérables. Les méthodes et les capacités nationales d'alerte rapide, de gestion des catastrophes, d'intervention en cas d'urgence et d'analyse de la sécurité alimentaire seront renforcées grâce à la mise en place d'un système global de suivi qui alimente une banque de données. D'autres mesures seront prises afin de renforcer les capacités du Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini et de l'Organisme national de gestion des catastrophes dans le but d'améliorer le suivi, l'analyse, l'alerte rapide, l'interprétation des données et l'aide apportée aux personnes touchées par des crises. Cela exigera un cadre institutionnel plus performant pour une meilleure coordination entre les partenaires dans le domaine de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise, y compris l'alerte rapide et l'action immédiate.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

78. La stratégie de retrait du PSP est incorporée dans l'effet direct stratégique 3; elle est centrée sur des transferts et des services durables au profit des ménages les plus vulnérables grâce à des systèmes de protection sociale équitables et efficaces. Le renforcement du cadre opérationnel institutionnel grâce à l'assistance technique fournie par le PAM devrait permettre la mise en œuvre de programmes qui utilisent des données probantes pour guider la prise de décisions et le plaidoyer aux fins de la mobilisation de ressources. Le PAM s'emploie à renforcer la capacité du Ministère de l'éducation et de la formation à transposer à plus grande échelle le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans tout le pays et à utiliser son potentiel pour autonomiser les femmes et subvenir aux besoins nutritionnels des enfants dans les écoles maternelles et des orphelins et autres enfants vulnérables.
79. Les transferts du PAM destinés aux populations touchées devraient être progressivement réduits pendant la période couverte par le PSP à mesure que la capacité d'intervenir directement du Gouvernement se renforcera. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes seront favorisées en veillant à ce que les petits agriculteurs aient accès plus largement et plus équitablement aux marchés structurés, ce qui permettra d'améliorer les moyens d'existence et l'accès à des aliments nutritifs. L'adaptation des modes de production de manière à inclure des techniques intelligentes face au climat permettra de renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.
80. Compte tenu des facteurs structurels bien établis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'insécurité alimentaire, le PSP représentera une étape courageuse dans la lutte contre ces fléaux, une lutte qui pourrait durer longtemps. L'appui direct et indirect aux programmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle devrait se poursuivre après la période couverte par le PSP, le rôle du PAM étant appelé à évoluer en fonction de la situation jusqu'à l'élimination de la faim.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

81. L'analyse des tendances⁵⁶ a été utilisée pour estimer le nombre de personnes qui auront besoin d'assistance pendant la période de soudure en cas de sécheresse ou autre choc

⁵⁶ Tendances à long terme pendant les années de choc pour la période de soudure (octobre-mars), selon les données issues de l'évaluation et de l'analyse annuelles de la vulnérabilité pour la période allant de 2009 à 2018.

climatique. Le ciblage fondé sur la vulnérabilité servira à confirmer le nombre effectif de bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire ayant besoin d'assistance.

82. Les bénéficiaires directs au titre de l'effet direct stratégique 2 seront les petits exploitants, en particulier les femmes, qui auront davantage accès aux marchés structurés, y compris dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire, qui cible environ 460 000 enfants des écoles primaires et secondaires. Quelque 24 390 écoliers et 55 000 orphelins et autres enfants vulnérables bénéficieront des distributions directes du PAM dans les écoles pendant la période de transition avant le transfert des responsabilités au Gouvernement.

Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1	26 115	26 319	37 727	33 918	124 079
2	2			6 000	6 000	12 000
3	3 (alimentation scolaire utilisant la production locale)	11 806	12 586	0	0	24 392
	3 (orphelins et autres enfants vulnérables)	28 335	26 665	0	0	55 000
Total (hors chevauchement)		58 227	57 721	43 727	39 918	199 593

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 3	
	Activité 1		Activité 3	
Types de bénéficiaires	Résident	Résident	Écoliers (alimentation scolaire utilisant la production locale)	Orphelins et autres enfants vulnérables
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires
Céréales	333,33		150,00	150,00
Légumes secs	83,33		40,00	40,00
Huile	30,00		7,50	7,50
Sel				
Sucre				
SuperCereal				

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 3	
	Activité 1		Activité 3	
Types de bénéficiaires	Résident	Résident	Écoliers (alimentation scolaire utilisant la production locale)	Orphelins et autres enfants vulnérables
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires
SuperCereal Plus				
Micronutriments en poudre				
Total kcal/jour	1 766	1 766	756	756
% kcal d'origine protéique	10,5		11,4	11,4
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,27		
Nombre de jours d'alimentation par an	360 180	360 180	264	264

Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Maïs et riz	11 251	3 666 388
Légumes secs	2 918	3 494 145
Huile végétale	761	680 565
Total (produits alimentaires)	14 930	7 841 098
Transferts de type monétaire		8 020 434
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	14 930	15 861 532

83. Au titre de l'activité 1, le PAM effectuera des transferts non assortis de conditions au moyen de comptes de caisse lorsque la situation le permet.
84. Au titre de l'activité 2, le PAM s'efforcera de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux marchés, et les aidera à trouver des financements et des intrants, et à acquérir des connaissances et des capacités.
85. Au titre de l'activité 3, les compétences techniques et les orientations fournies seront axées sur la conception de programmes d'assistance sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes et du VIH, à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs. Des aliments seront distribués aux orphelins et autres enfants vulnérables ainsi qu'aux écoliers pendant la période de transition vers un programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale, élargi et pleinement opérationnel.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

86. Des investissements stratégiques dans le renforcement des capacités des entités gouvernementales, des institutions nationales clés et des partenaires pertinents de la société civile et du secteur privé seront essentiels pour assurer la réussite du PSP. L'assistance technique du Centre d'excellence du Brésil sera mobilisée pendant la mise en œuvre du projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Il est également envisagé de coopérer pour ce qui concerne les filets de sécurité productifs avec des pays comme l'Éthiopie, et d'autres formes de coopération régionale, dans le cadre du renforcement des capacités, serviront à encourager l'apprentissage par les pairs.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

87. Lorsque des transferts de produits alimentaires s'avèrent nécessaires pour combler les déficits au niveau des disponibilités dans le pays, l'importation en temps voulu des produits nécessaires pourrait poser problème. Des dispositions ont été prises pour aider le Gouvernement et d'autres partenaires dans les domaines du transport, de l'entreposage et des services liés à la chaîne d'approvisionnement, le cas échéant.
88. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM entend remédier aux problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement en renforçant l'accès des petits exploitants aux connaissances et à l'équipement nécessaires à la manutention après récolte et à l'entreposage, ainsi qu'aux marchés. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM étudiera les possibilités de renforcer les capacités nationales concernant les secteurs de la chaîne d'approvisionnement liés aux interventions d'urgence, ainsi qu'aux pratiques de gestion des produits dans le projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

89. Le PAM continuera d'adapter son orientation stratégique à l'appui de la protection sociale, de l'alimentation scolaire utilisant la production locale et de la productivité des petits exploitants, afin de faire face aux problèmes d'alimentation et de nutrition aggravés par les inégalités entre les sexes et l'impact du VIH/sida. Les besoins en ressources humaines seront évalués afin de guider le développement des compétences et la révision des profils de poste requis pour traiter les questions touchant les transferts de type monétaire, la problématique femmes-hommes, la protection, l'analyse par sexe et par âge, la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience. Afin de fournir au Gouvernement des services plus efficaces et plus efficaces dans les domaines de la gestion des systèmes, de la sensibilisation et de la génération de données probantes, le PAM renforcera les compétences du personnel en matière d'intégration de la problématique femmes-hommes et de plaidoyer, de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports grâce à des activités de formation, un encadrement professionnel et un accompagnement personnalisé.
90. Conformément à l'objectif de la stratégie du PAM en matière de bien-être (2015–2019)⁵⁷ consistant à promouvoir et maintenir le plus haut degré de bien-être physique, mental et social pour tous ses employés, le bureau de pays s'efforcera de leur offrir un environnement de travail sûr et sain qui contribue au respect de la dignité humaine et à l'épanouissement de chacun. Le PAM privilégiera la santé et le bien-être du personnel, qu'il s'efforcera d'améliorer, afin d'assurer une approche efficace, coordonnée et globale pour réduire le stress et la maladie sur le lieu de travail. Conformément à sa politique en matière de sécurité et de santé sur les lieux de travail (OED2016/003), le PAM élaborera et mettra en œuvre un système efficace de gestion de la sécurité et de la santé au travail: à cet effet, il établit des normes, associe et sensibilise les employés à la responsabilité qui leur revient d'appliquer

⁵⁷ <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp280779.pdf>.

et de maintenir ce système de manière efficace, en tenant dûment compte des normes de sécurité et de santé des pays dans lequel il opère.

4.5 Partenariats

91. Le Gouvernement de l'Eswatini défend les intérêts des personnes vulnérables ciblées dans le cadre du PSP. Il est le premier responsable des engagements financiers nécessaires pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition durables à travers des systèmes qui sont ancrés dans des programmes de protection sociale efficaces. Un plan d'action pour les partenariats renforcera la collaboration existant avec les homologues gouvernementaux concernés, les organismes apparentés des Nations Unies, les ONG et les acteurs privés. Le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Organisme national de gestion des catastrophes, qui est chargé de lancer, coordonner et mettre en œuvre les interventions humanitaires sous la direction du cabinet du Vice-Premier Ministre. La coordination avec le réseau des systèmes d'alerte rapide dans les secteurs de la santé et de l'agriculture renforcera le plan d'intervention en cas de catastrophe. Avec les ministères chargés de l'agriculture et de la santé, et en coordination avec la FAO, l'UNICEF et le Consortium non gouvernemental pour la sécurité alimentaire, le PAM mettra l'accent sur la résilience et la promotion des interventions à dimension nutritionnelle. Afin d'encourager les approches contribuant à transformer les relations entre les sexes, le PAM établira des partenariats avec des entités déterminées et compétentes au sein du Consortium pour la parité femmes-hommes.
92. Avec le Ministère de l'éducation et de la formation, et en coordination avec le Ministère de l'agriculture, les partenariats seront renforcés avec des entités comme la National Maize Corporation, le Conseil national de la commercialisation des produits agricoles et le Dairy Board de l'Eswatini à l'appui de la mise en place d'un projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale efficient. La participation de la FAO dans ces partenariats est essentielle pour le renforcement d'une agriculture à vocation commerciale et résiliente au changement climatique.
93. La collaboration avec le Département du bien-être social du cabinet du Vice-Premier Ministre, notamment l'unité chargée de la coordination des questions de parité femmes-hommes, le Ministère de l'éducation et de la formation, le Ministère de l'agriculture et l'Organisme national de gestion des catastrophes sera resserrée afin de mettre en place des programmes de protection sociale durables. Les relations seront renforcées avec les acteurs clés de la protection sociale, comme l'Union européenne, la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF et ONU-Femmes afin d'optimiser une approche globale et intégrée. Des efforts seront faits pour stimuler l'intérêt de partenaires du secteur privé, en particulier les prestataires de services financiers, afin de faciliter l'éducation et l'inclusion financières, ainsi que les transferts de type monétaire, dans le cadre des programmes de protection sociale.
94. Les données factuelles concernant l'impact des programmes nutritionnels visant les personnes vivant avec le VIH et les personnes recevant un traitement antituberculeux produites avec l'appui du PAM, permettront d'étayer les activités de plaidoyer et de mobilisation de fonds auprès du Ministère de la santé, du Conseil national de la nutrition du Swaziland et du Conseil national d'action d'urgence contre le VIH/sida. Les données probantes conditionneront aussi l'appui éventuel de l'USAID qui a exprimé son intérêt à l'égard des programmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

95. Le cadre de résultats institutionnels du PAM, la stratégie institutionnelle en matière d'évaluation et les stratégies régionales de suivi et d'évaluation permettront de guider l'élaboration d'un cadre logique et d'un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte du sexe et de l'âge. Le PAM veillera à ce que les objectifs de performance soient fixés conformément aux normes et directives institutionnelles et aux exigences spécifiques du PSP en matière de suivi, d'apprentissage et d'obligation redditionnelle. Une attention particulière sera accordée à la saisie des résultats positifs et négatifs des interventions et des approches et aux leçons qui peuvent en être tirées.
96. La fréquence et la méthode de collecte des données relatives aux indicateurs seront définies et les données personnelles seront ventilées par sexe et par âge. Les données finales relatives aux effets directs seront collectées et analysées; une analyse de la problématique femmes-hommes sera systématiquement incluse. Les technologies mobiles et à distance utilisées pour la collecte et la communication des données permettront de réduire les coûts et d'assurer un suivi en temps réel. Le PAM et les partenaires réaliseront des activités de suivi conjointes dans le but d'améliorer l'efficacité et la redevabilité et de faciliter le partage des informations et l'apprentissage. Le PAM dispose des ressources humaines et financières requises pour mettre en œuvre les activités prévues.
97. Les enseignements tirés du projet d'atténuation des effets de la sécheresse provoquée par El Niño (2015-2016), financé par le Plan d'urgence du Président des États-Unis d'Amérique de lutte contre le sida, seront mis à profit pour orienter l'appui apporté au Gouvernement dans la mise en œuvre des interventions d'urgence. Des efforts seront déployés pour établir un lien entre les interventions d'urgence visant les groupes vulnérables – notamment les ménages touchés par le VIH –, les programmes de renforcement de la résilience et des moyens d'existence et les systèmes de protection sociale du Gouvernement.
98. Le cadre de résultats du PSP sera conforme à la feuille de route stratégique pour 2019–2022 et adapté au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2021–2025. Le PAM fera réaliser une évaluation décentralisée de l'activité 2 en 2021, un examen à mi-parcours du PSP en 2022 et une évaluation complète du PSP en 2023 afin de guider le prochain cycle de programmation. Les évaluations de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficacités de l'aide du PAM permettront de décider du type d'appui technique à fournir par la suite et de l'alignement stratégique futur. Toutes les activités de suivi, les examens et les évaluations du PSP tiendront compte de la problématique femmes-hommes afin de vérifier les progrès accomplis en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

99. L'environnement politique contraignant peut susciter des troubles plus fréquents, le mécontentement populaire ne faisant que refléter des revendications politiques et économiques de longue date. Toutefois, les particularités du système politique permettent de consolider l'autorité royale. Les prochaines élections parlementaires doivent se tenir en 2023. Des sécheresses graves récurrentes et des fluctuations importantes des prix des produits alimentaires pourraient aggraver l'insécurité alimentaire, en touchant un nombre croissant de ménages. Le PAM veillera à préserver sa capacité de réaction et fera ressortir, en apportant des conseils au Gouvernement, la nécessité de mettre en place des programmes de protection sociale réactifs face aux chocs et modulables. S'il n'y est pas remédié, l'inégalité entre les sexes compromettra la progression régulière vers l'élimination

de la faim. Le PAM plaidera pour la mise en œuvre d'activités axées sur la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et accordera la priorité aux ressources nécessaires pour les financer. Il s'efforcera aussi d'atténuer les risques existants, y compris la violence sexiste, dans le cadre d'un plan de gestion des risques qui sera suivi et adapté en conséquence. Des actions de sensibilisation menées selon le principe consistant à "ne pas nuire", comme dans le cadre d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de mécanismes sûrs de remontée de l'information, seront intégrées au plan.

100. Le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la présence limitée des donateurs dans le pays et les difficultés rencontrées pour mobiliser des fonds publics font que le financement de l'ensemble des activités risque d'être insuffisant. Le PAM travaillera en partenariat avec les ministères et d'autres parties prenantes pour fournir des informations fiables sur la nécessité d'une plus grande efficacité en matière de mobilisation de fonds et de mise en œuvre des programmes. Le renforcement des données factuelles orientées sur l'impact et sur les effets directs permettra de mettre en évidence à la fois l'impact positif que peut avoir un financement adéquat et les déficits qui nécessitent un soutien accru de la part des donateurs.
101. Avec l'évolution du rôle du PAM en Eswatini, certaines qualifications et compétences requises pour permettre d'apporter un appui efficient et efficace au Gouvernement manquent. Le PAM, pour remédier à ces lacunes, s'appuiera sur une approche à trois volets en matière de ressources humaines, à savoir la constitution, le recrutement ou l'emprunt de ressources humaines auprès de partenaires.

Risques opérationnels

102. Les contraintes économiques et budgétaires, en même temps que le manque de capacités techniques du Gouvernement, sont les deux principaux éléments de risque pour les programmes. Pour y remédier, on veillera à ce que tous les acteurs clés participent à toutes les phases de l'élaboration et de la mise en œuvre du PSP. Les capacités renforcées en matière de collecte de données factuelles, qui sont le fondement des propositions de programme, permettront de mener de solides activités de plaidoyer non seulement pour obtenir davantage de contributions financières de la part du Gouvernement mais aussi pour présenter des dossiers à la communauté de donateurs. D'autres sources de financement seront recherchées auprès du secteur privé.
103. Les petits exploitants peuvent ne pas être en mesure de répondre aux besoins du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour des motifs de faible productivité, de pertes causées par des inondations et des orages, ou de pertes après récolte. La qualité des produits fournis par les petits exploitants pour le programme d'alimentation scolaire peut ne pas être conforme aux normes nationales de qualité des aliments et de santé agréées. Des retards peuvent se produire dans la livraison aux écoles des produits achetés auprès des petits exploitants en raison du manque de clarté et de fiabilité des processus et des entités responsables à chaque segment de la chaîne d'approvisionnement. Le PAM facilitera la mise en place d'un groupe directeur interministériel chargé de la planification et de la mise en œuvre conjointe des différents aspects de la chaîne d'achat et veillera à ce que les compétences et capacités appropriées soient disponibles pour la mise en œuvre efficace des activités.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Année 1 (2020)	Année 2 (2021)	Année 3 (2022)	Année 4 (2023)	Année 5 (2024)	Total
1	0	4 051 877	4 073 936	4 334 384	4 073 715	16 533 912
2	95 740	75 002	411 926	268 282	151 999	1 002 950
3	4 264 725	3 972 633	172 002	182 998	155 250	8 747 607
Total	4 360 465	8 099 511	4 657 864	4 785 664	4 380 964	26 284 469

104. Le budget total du PSP d'une durée de cinq ans s'élève à 26,3 millions de dollars, compte tenu des besoins de la population, des tendances passées du financement et des perspectives de mobilisation de financement spécifiques. Le PSP sera axé sur le renforcement de la résilience et la lutte contre la pauvreté et la faim grâce à une assistance technique et au renforcement des capacités. Des ressources financières d'un montant adéquat seront allouées à la mise en œuvre des activités qui contribuent aux effets directs liés à l'égalité des sexes.
105. Le bureau de pays estimera les coûts de la mise en œuvre des activités axées sur l'égalité des sexes et établira un budget détaillé pour chaque activité. Ensuite, il calculera et enregistrera le coût total de ces activités pour chacune des activités du PSP en conséquence.

6.2 Perspectives de financement

106. Par le passé, le PAM a reçu un appui constant de la part des donateurs pour les activités de secours et les interventions d'urgence. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1 devraient recevoir des financements des partenaires habituels et non habituels. Le financement des effets directs stratégiques 2 et 3 est aussi attendu, compte tenu des contributions qui ont déjà été confirmées et de nouvelles possibilités en cours de discussion. Pour se conformer à l'appui déjà apporté par différents partenaires pour certains aspects des effets directs stratégiques du PSP, le Gouvernement de l'Eswatini a également confirmé sa détermination à financer les trois effets directs.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

107. Le PAM entretient de très bonnes relations avec le nouveau Gouvernement et continuera de plaider pour l'allocation de fonds publics suffisants à la mise en œuvre des activités du PSP qu'il entend appuyer. D'autres donateurs non habituels, notamment des entités du secteur privé, seront contactés. Les propositions de financement du PAM seront appuyées par les données factuelles escomptées qui seront présentées dans les dossiers d'investissement. Des partenariats renforcés avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires serviront de plateforme à des efforts conjoints de mobilisation de ressources et permettront d'optimiser les ressources consacrées à la mise en œuvre des programmes. Des actions positives qui favorisent durablement l'égalité entre les sexes formeront la base de la mobilisation des ressources et de la mise en place de partenariats pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires au PSP.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE ÉTABLI POUR L'ESWATINI (2020–2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes vulnérables vivant dans des zones touchées par un choc parviennent à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

Catégorie d'effet direct correspondante: maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Le PAM mobilise des financements suffisants pour assurer un approvisionnement stable et tous les produits requis sont disponibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Activités et produits

1. Fournir des produits alimentaires et/ou des transferts de type monétaire aux populations en situation d'insécurité alimentaire victimes de chocs, y compris les enfants (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)

Les ménages ciblés victimes de chocs, notamment ceux comptant de jeunes enfants et/ou des personnes touchées par le VIH, reçoivent des produits alimentaires et/ou des transferts de type monétaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et bénéficient d'un relèvement rapide dans le cadre de dispositifs nationaux de protection sociale (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les petits exploitants, notamment les femmes, disposent de capacités renforcées pour approvisionner les marchés structurés en aliments nutritifs

Catégorie d'effet direct correspondante:
Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Disponibilité des fonds et engagement et appropriation du programme par le Gouvernement

Indicateurs d'effet direct

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels

Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe

Pourcentage des petits exploitants ciblés vendant leurs produits par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

2. Renforcer les capacités des petits agriculteurs, notamment les femmes, d'approvisionner des marchés structurés, y compris les écoles, en aliments nutritifs (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les populations locales tirent parti d'une meilleure connaissance des comportements et des pratiques agricoles contribuant à renforcer la production et la consommation d'aliments diversifiés et nutritifs (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les petits agriculteurs tirent parti de politiques et de programmes bien coordonnés et fondés sur des données probantes, lesquels contribuent à améliorer la productivité et les revenus (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants, notamment les femmes, tirent parti des meilleures connaissances et des capacités renforcées qu'ils ont acquises dans divers domaines – pratiques agricoles intelligentes face au climat, commercialisation de la production et gestion après récolte – de manière à améliorer leur productivité, leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les personnes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescentes et les personnes vivant avec le VIH, ont accès à des systèmes de protection sociale intégrés et réactifs face aux chocs

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance du PAM qui relèvent d'un dispositif national de protection sociale grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Indice des partenariats

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER

Activités et produits

3. Fournir des données probantes et renforcer les capacités et les systèmes nationaux pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs, y compris des programmes d'alimentation scolaire (Repas scolaires)

Les enfants des écoles ciblées, y compris les orphelins et enfants vulnérables déscolarisés, bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour mettre en œuvre un programme national d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle et réactif face aux chocs, qui permet d'améliorer les résultats en matière d'instruction et de nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations touchées par un choc bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes pour transposer à plus grande échelle les programmes de protection sociale en période de crise (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés ciblées, y compris les personnes vivant avec le VIH, les personnes s'occupant d'enfants et d'adolescents, ont accès aux connaissances et adoptent des pratiques qui amélioreront leur état nutritionnel et contribueront à renforcer les résultats sur le plan de la nutrition (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les enfants des écoles ciblés, y compris les orphelins et enfants vulnérables déscolarisés, reçoivent des repas scolaires nutritifs toute l'année de sources locales qui permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent l'accès à l'éducation (A: Ressources transférées)

Les enfants des écoles ciblés, y compris les orphelins et enfants vulnérables déscolarisés, reçoivent des repas scolaires nutritifs toute l'année de sources locales qui permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent l'accès à l'éducation (N: Alimentation scolaire assurée)

Les populations vulnérables, en particulier les enfants, les femmes, les personnes vivant avec le VIH et les personnes atteintes de tuberculose, bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de protection sociale fondés sur des données probantes (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)				
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 5	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	13 303 365	478 676	6 529 576	20 311 618
Mise en œuvre	121 743	326 275	753 180	1 201 198
Coûts d'appui directs ajustés	2 099 692	136 785	930 959	3 167 436
Total partiel	15 524 800	941 737	8 213 716	24 680 252
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 009 112	61 213	533 892	1 604 216
Total	16 533 912	1 002 950	8 747 607	26 284 469

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international